

# L'UEL PLAIDE POUR UNE RÉFORME DE L'ÉCONOMIE LUXEMBOURGEOISE EN 2013

En amont du débat consultatif sur la compétitivité de l'économie nationale prévu à la Chambre des Députés le 16 mai, l'UEL a présenté à la presse la position des organisations patronales sur la situation économique du pays ainsi que des pistes de réforme à mettre en œuvre sous l'intitulé « Réformer l'économie luxembourgeoise en 2013 ».



De gauche à droite : François Koepp, Gary Kneip, Carlo Thelen, Nicolas Soisson, Michel Wurth, Pierre Bley, Marc Gross

Lors de la conférence de presse, Michel Wurth, président de l'UEL, a esquissé les facteurs d'inquiétude qui pèsent sur l'avenir du Luxembourg, à savoir la régression de l'économie luxembourgeoise, l'augmentation du chômage malgré la création d'emplois, la dégradation de la compétitivité et surtout de la compétitivité-coût (une inflation plus élevée que chez nos pays voisins et un coût salarial unitaire qui est en constante augmentation), le dérapage des finances publiques et une image ternie du Luxembourg en 2012 et 2013.

Cette situation préoccupante fait appel à un revirement de la politique économique dans la période législative en cours alors que le Luxembourg ne peut se permettre un scénario de 5 années supplémentaires de stagnation économique et de déficits budgétaires. Les mesures à engager doivent viser à réformer l'économie luxembourgeoise, renforcer l'attractivité du site et augmenter l'efficacité de l'économie nationale, éléments essentiels de la compétitivité.

Michel Wurth a partant souligné l'urgence de mettre en place un plan de réforme ambitieux pour renouer avec une croissance dynamique. Le plan de réforme présenté par l'UEL s'articule autour de 6 thèmes majeurs :

1. Simplifier les procédures administratives et réformer la gouvernance de l'Etat ;

2. Rétablir la compétitivité-coût par une politique réduisant l'inflation et liant les salaires à l'évolution de la productivité ;
3. Rétablir l'équilibre des finances publiques ;
4. Inverser la courbe du chômage ;
5. Engager une vraie réforme des pensions ;
6. Annoncer une initiative pour préparer l'avenir et répondre aux grands défis sociétaux dans les 20 années.

Ces propositions ont par ailleurs fait l'objet de présentations par l'UEL lors de discussions avec le gouvernement en amont du discours du Premier Ministre sur l'état de la nation et avec la Commission parlementaire de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire en vue du débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité du Luxembourg.

Pour l'UEL, le déploiement à court terme d'une politique globale et cohérente qui se caractérise par des mesures de réformes structurelles est indispensable pour relancer la confiance des investisseurs et des consommateurs et partant l'activité économique.